

NORMANDIE

RETROUVER L'INTÉGRALITÉ DES ANALYSES STATISTIQUES SUR : RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG

RÉALISATION : Département Enquêtes et Analyses Statistiques, Pascale Novelli, Léa Ambroise (stagiaire)
Délégations et Comité Régional, Pascale Kramer (réécriture, secrétariat de rédaction)
CORRECTION RÉVISION : Thérèse Benoit



Comme chaque année, les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions et leur évolution en 2016. En dehors des territoires d'outre-mer étudiés séparément, chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont principalement issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines, à partir de données de l'Insee. Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont celles de 2016 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique-Caritas France repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un tableau général rapprochant les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2011 et 2016¹, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

DÉFINITIONS

Situation de pauvreté : personne ou famille rencontrée, soutenue, accompagnée et/ou aidée par le Secours Catholique. Le terme « situation » est à rapprocher de ce que l'Insee désigne par « ménage ». Les deux termes seront employés indifféremment dans ces analyses régionales.

Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC) : l'unité de consommation permet de comparer les niveaux de vie de ménages de taille différente en prenant en compte leur composition et les économies liées à la mutualisation au sein des ménages. Dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun et les enfants de moins de 14 ans comptent pour 0,3 UC chacun. Le revenu du ménage est ensuite divisé par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens.

¹ Nous prenons une période de cinq ans afin de faire ressortir les évolutions.

| NORMANDIE | | |
|---|-----------|-----------------------|
| Données générales | Normandie | France métropolitaine |
| Population au 1 ^{er} janvier 2016 en milliers* | 3 343 | 64 145 |
| Taux de chômage 4 ^e trimestre 2016 | 10 % | 9,7 % |
| Part d'étrangers dans la population (2014) | 2,7 % | 6,4 % |
| Densité du parc social** | 88,2 | 73,1 |
| Niveau de vie mensuel médian (2013) | 1 642 € | 1 667 € |
| Taux de pauvreté à 60 % (2013) | 13,5 % | 14,5 % |
| Chiffres 2016 Secours Catholique | | Normandie |
| Situations rencontrées | | 29 200 |
| Nombre d'équipes | | 196 |
| Nombre de bénévoles | | 2 898 |
| Nombre de situations analysées | | 5 584 |

* Chiffres provisoires. ** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants au 1^{er} janvier 2016.

CONJONCTURE

Au 1^{er} janvier 2016, la Normandie compte 3,3 millions d'habitants, soit 5,2 % de la population française, ce qui en fait la 9^e région métropolitaine en termes de population. Sur le plan démographique, la Normandie se caractérise à la fois par une population jeune (la 4^e de France), et vieillissante à un rythme rapide, avec un excédent naturel positif (naissances > décès) et un solde migratoire négatif. Selon l'Insee, il part chaque année environ 4 000 jeunes de 20 à 29 ans de plus qu'il n'en arrive. Le déficit migratoire le plus important concerne les 20 à 24 ans, excepté dans les zones de Rouen et de Caen et proches de l'Île-de-France.

La Normandie a bénéficié d'une reprise hésitante en matière d'emploi salarié (+0,3 %), qui s'explique par la hausse de l'emploi intérim à un niveau identique au plan national (+12 %). Cette progression de l'emploi, qui a surtout bénéficié aux jeunes, s'observe dans l'ensemble des départements, à l'exception de l'Eure. Avec un taux de chômage de 10 % fin 2016, la Normandie se situe au 5^e rang français des régions impactées. La sphère productive reste importante (35,3 % des emplois), malgré un recul dans l'industrie et la construction. Les secteurs de l'agroalimentaire, de la fabrication de matériels de transport, de l'énergie, de la pétrochimie et de l'industrie pharmaceutique emploient au total plus de 100 000 personnes.

En Normandie, la proportion du territoire éloignée de l'influence de tout pôle est l'une des

plus faibles de France¹. La périurbanisation se poursuit, y compris dans les agglomérations qui gagnent des habitants, avec une sphère présenteielle qui domine les zones d'emploi de Caen et de Rouen. Honfleur est cependant la zone d'emplois présenteiels² la plus forte (75,6 % des emplois), suivie par Alençon (69,9 % des emplois), Coutances, Granville et Bayeux.

En Normandie, le parc total de résidences principales est composé à 20 % de logements sociaux, dont 47 % se trouvent en Seine-Maritime, notamment dans la Métropole de Rouen. La région se situe ainsi, selon la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal), au 3^e rang des régions de France en matière d'offre de logement social.

SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

En 2016, les équipes du Secours Catholique - Caritas France en Normandie ont rencontré 29 200 ménages, un nombre en légère augmentation par rapport à 2015 (+1,2 %), et qui comprend un tiers de personnes déjà connues. En règle générale, les personnes sont adressées au Secours Catholique par les services sociaux, mais 8,4 % se présentent d'elles-mêmes dans les permanences, des lieux dédiés à la mission première du Secours Catholique : l'écoute et l'accueil bienveillants.

Les demandes formulées sont des demandes d'écoute et de conseil, pour sept personnes

sur dix, une part en augmentation constante depuis plusieurs années, qui traduit un réel besoin d'attention et de reconnaissance, puis les demandes d'alimentation, pour un peu plus de quatre demandes sur dix, et enfin les impayés de loyers et de factures d'énergie, pour trois demandes sur dix, chiffre constant depuis 2013.

En Normandie, les ménages rencontrés par le Secours Catholique viennent majoritairement des grands pôles urbains (68 %, dont 40 % vivant dans les trois grandes villes de la région). Mais il existe une réelle précarité rurale, liée aux difficultés de mobilité, aux charges de loyer, aux logements mal isolés, qui contredit le préjugé selon lequel « la misère est moins pénible à la campagne ».

En Normandie, le Secours Catholique accueille des personnes seules (44,7 % des ménages) et des familles monoparentales résidant dans des communes de plus de 100 000 habitants pour 28,5 % des situations (soit - 2 points par rapport à 2010). Est-ce à dire que la précarité s'intensifie dans ces zones urbaines ?

La part relativement importante d'étudiants rencontrés en Normandie (3,7 %, soit 2,8 fois plus qu'au niveau national) s'explique par l'existence d'un accueil spécialisé au Havre, à proximité de l'université et connu des étudiants.

En Normandie, la part des personnes sans aucune ressource a augmenté entre 2015 et 2016, de 12,9 % à 15,3 %, mais demeure inférieure à la valeur nationale (19,1 %). Cela s'explique par l'augmentation du nombre d'étrangers sans papiers, donc souvent sans ressources financières.

Par rapport à 2015, on observe une diminution de la part des personnes au chômage, de 47 % à 45 %, mais il s'agit le plus souvent (31 % des cas) de chômeurs sans droits reconnus, donc dans des situations encore plus précaires. Ces deux chiffres sont supérieurs à la moyenne nationale de respectivement 9 et 7 points, ce qui révèle l'existence d'un chômage « dur » en Normandie et cela malgré une certaine embellie en matière d'emploi. C'est ce que corrobore l'augmentation de la proportion d'inactifs, passée de 37,3 % à 41 %, en raison de l'augmentation du nombre d'« inactifs sans droit au travail » (de 8,8 % à 12,5 %) que sont les étrangers en situation irrégulière.

En revanche, la part nettement majoritaire des ménages reçus qui n'ont que des revenus de transferts sociaux est comparable à celle du niveau national (autour de 42 %).

En Normandie, on constate une diminution de la part des ménages percevant le RSA. Cette diminution tient pour partie à une amélioration de la situation du marché du travail, mais aussi à un facteur administratif : la mise en place de la prime d'activité qui sort du dispositif du RSA les allocataires ayant trouvé un emploi.

La difficulté de trouver un emploi rémunéré permettant de vivre dignement reste l'un des facteurs majeurs de pauvreté. Il ne suffit donc pas de dire « si on cherche du travail, on en trouve ! ».

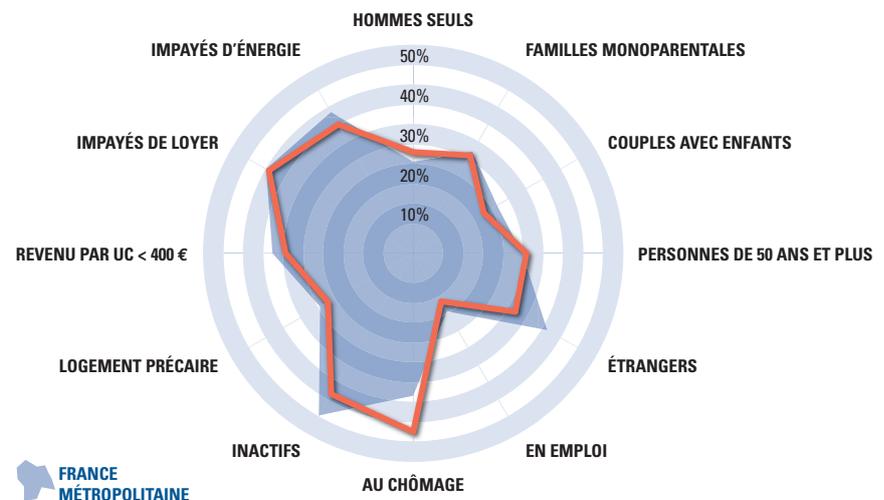
Au Secours Catholique, on observe que 47,4 % des ménages accueillis résident dans le parc social majoritairement public (c'est 8 points de plus qu'au niveau national), contre seulement un ménage sur cinq résidant dans le parc privé.

En Normandie, 62 % des ménages rencontrés font face à des impayés. Ce sont des impayés de loyer dans 41,7 % des cas, alors que le loyer moyen dans le parc privé comme public y est inférieur aux valeurs nationales. Les problèmes d'impayés viendraient donc davantage de la faiblesse des revenus des locataires. Les publics rencontrés ont en effet peu de ressources, constituées uniquement de transferts sociaux pour une part importante d'entre eux. Le loyer représente un taux d'effort plus important pour ces personnes, soit 23,6 % pour le quartile le plus modeste en 2010, selon l'Insee.

Les autres impayés concernent les factures de gaz et d'électricité (pour 37,5 % des cas) et d'eau pour 27,3 %, soit 1,5 fois plus qu'au niveau national (17,7 %), et cela, malgré l'existence de dispositifs publics comme le Fonds de solidarité pour le logement géré par les départements et sollicité pour ce type d'impayés.

Bien que la part des étrangers rencontrés par le Secours Catholique en Normandie ait augmenté depuis 2010, passant de 16,9 % à 29,5 % en 2016, elle reste très inférieure à la moyenne nationale (39 %). Les étrangers accueillis en Normandie viennent majoritairement d'Afrique

NORMANDIE



Champ : Ménages rencontrés par le Secours Catholique.

Note de lecture : La région Normandie compte 25,5% d'hommes seuls, contre 23,1% pour la France entière.

subsaharienne, ils représentent 11,9 % des personnes accueillis en 2016, soit 2 points de plus qu'en 2015. Viennent ensuite les personnes originaires d'Europe de l'Est, à égalité avec celles venues du Maghreb (un peu plus de 5 % des personnes accueillis).

L'élément significatif, qui distingue la Normandie du reste de la France, est la part des étrangers sans statut ou déboutés du droit d'asile : 29,4 % des étrangers (hors UE) accueillis, soit 9 points de plus qu'en 2015, et 10 points de plus qu'au niveau national. La part des étrangers ayant un statut, provisoire ou définitif, est en diminution (46,9 % en 2016, contre 53,6 % en 2015), deux chiffres supérieurs à la moyenne nationale.

En résumé, la Normandie accueille moins d'étrangers qu'au niveau national, mais ceux-ci se trouvent dans des situations très précaires faute de statut. On ne peut donc pas dire que « les étrangers viennent profiter de la générosité du système social français ».

EXEMPLES D'ACTIONS MENÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

Face à l'accroissement constaté de la précarité dans les zones urbaines, le Secours Catholique de Normandie a choisi de réinvestir les villes-

centres en y créant des espaces d'accueil conviviaux et des ateliers créatifs. C'est ainsi qu'a été créée au Havre, avec la Fondation Apprentis d'Auteuil, et en partenariat avec les pouvoirs publics locaux, une Maison des familles. De nombreux autres lieux permettent aux personnes et aux familles de monter des projets avec leurs propres ressources, ce qui contredit l'idée reçue que « les pauvres sont des assistés ».

Fidèle à son principe d'accueil inconditionnel des personnes, le Secours Catholique accompagne les étrangers sans papiers. Les compétences de ses bénévoles ont été renforcées pour permettre la création d'ateliers d'apprentissage du français ainsi que l'intégration des étrangers au sein des équipes, afin de favoriser leur immersion et de renforcer leurs capacités à agir.

Si la situation du logement n'est pas tendue en Normandie, on constate un déficit de construction et d'accessibilité à des logements réellement « très sociaux », notamment dans les centres-villes. C'est le sens du travail engagé par une délégation de la région : œuvrer par des partenariats et l'accompagnement des personnes à leur accès à un logement digne et adapté.

| NORMANDIE | | Normandie | | France | |
|--|---|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | | 2011 | 2016 | 2011 | 2016 |
| PRINCIPALES DEMANDES D'AIDE (1) | Écoute, accueil, conseil | 59,0 % | 71,6 % | 55,2 % | 60,2 % |
| | Alimentation | 57,6 % | 44,1 % | 58,1 % | 56,0 % |
| | Loyer, factures d'énergie, d'eau | 24,9 % | 29,6 % | 17,7 % | 18,5 % |
| | Mobilité (voiture, transport) | 5,2 % | 5,1 % | 4,6 % | 6,5 % |
| TYPE DE MÉNAGE | Hommes seuls | 24,4 % | 25,5 % | 23,9 % | 23,1 % |
| | Femmes seules | 18,5 % | 19,2 % | 17,1 % | 17,1 % |
| | Couples sans enfants | 6,9 % | 6,4 % | 6,3 % | 6,0 % |
| | Pères seuls | 3,6 % | 4,6 % | 3,1 % | 3,6 % |
| | Mères seules | 26,0 % | 23,8 % | 27,3 % | 26,0 % |
| | Couples avec enfants | 20,8 % | 20,4 % | 22,3 % | 24,2 % |
| ÂGE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE | Moins de 25 ans | 10,6 % | 9,8 % | 9,2 % | 8,3 % |
| | 25-49 ans | 63,5 % | 61,9 % | 65,8 % | 64,4 % |
| | 50 ans et plus | 26,0 % | 28,3 % | 24,9 % | 27,3 % |
| PAYS OU RÉGION D'ORIGINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE | France | 84,4 % | 71,6 % | 70,2 % | 62,2 % |
| | Maghreb | 3,3 % | 5,3 % | 8,2 % | 8,6 % |
| | Afrique subsaharienne | 6,8 % | 11,9 % | 9,0 % | 12,4 % |
| | Union européenne | 1,2 % | 1,2 % | 3,9 % | 3,7 % |
| | Europe de l'Est (hors UE) | 2,7 % | 5,5 % | 6,0 % | 9,4 % |
| | Autre | 1,6 % | 4,5 % | 2,8 % | 3,7 % |
| STATUT DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (étrangers hors UE) | Statut accordé | 55,3 % | 46,9 % | 51,8 % | 42,1 % |
| | Statut demandé, en attente | 35,3 % | 23,6 % | 38,7 % | 38,7 % |
| | Débouté, sans papiers | 9,4 % | 29,4 % | 9,5 % | 19,2 % |
| SITUATION AU REGARD DE L'EMPLOI DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE | CDI plein-temps | 4,9 % | 3,1 % | 4,4 % | 3,8 % |
| | Emplois précaires (2) | 10,2 % | 8,4 % | 10,6 % | 9,9 % |
| | À son compte | 0,7 % | 0,4 % | 0,8 % | 0,7 % |
| | Autre travail | 0,7 % | 0,7 % | 1,4 % | 1,3 % |
| | Formation professionnelle | 2,4 % | 1,5 % | 1,5 % | 1,2 % |
| | Sous-total emploi | 18,8 % | 14,0 % | 18,8 % | 16,9 % |
| | Chômage indemnisé ou en attente | 12,6 % | 14,0 % | 12,1 % | 11,8 % |
| | Chômage sans droits reconnus | 33,3 % | 31,0 % | 25,7 % | 24,1 % |
| | Sous-total chômage | 45,9 % | 45,0 % | 37,8 % | 35,9 % |
| | Étudiant | 2,2 % | 3,7 % | 1,2 % | 1,3 % |
| | Inaptitude santé | 10,0 % | 9,3 % | 11,1 % | 10,2 % |
| | Retraite, préretraite | 5,5 % | 5,8 % | 5,7 % | 5,6 % |
| | Au foyer | 6,2 % | 3,6 % | 7,7 % | 4,7 % |
| | Sans droit au travail | 4,2 % | 12,5 % | 7,7 % | 13,0 % |
| | Autre sans emploi | 7,1 % | 6,1 % | 10,0 % | 12,3 % |
| Sous-total inactivité | 35,3 % | 41,0 % | 43,4 % | 47,2 % | |
| TYPES DE RESSOURCES | Ni revenus du travail ni transferts sociaux | 12,9 % | 19,9 % | 17,4 % | 22,4 % |
| | Revenus du travail | 5,6 % | 6,9 % | 7,3 % | 7,9 % |
| | Transferts sociaux | 46,1 % | 42,2 % | 46,0 % | 41,9 % |
| | Revenus du travail et transferts sociaux | 35,4 % | 31,0 % | 29,3 % | 27,8 % |
| REVENU PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (en euros 2016) | | 584 € | 545 € | 526 € | 517 € |
| EXISTENCE D'IMPAYÉS | | 62,4 % | 61,9 % | 59,5 % | 56,3 % |
| IMPAYÉ MÉDIAN (en euros 2016) | | 779 € | 682 € | 829 € | 771 € |
| NATURE DES IMPAYÉS | Loyer, mensualités d'accession | 40,1 % | 41,7 % | 42,2 % | 42,5 % |
| | Gaz, électricité, combustibles | 39,5 % | 37,5 % | 40,6 % | 41,1 % |
| | Eau | 24,8 % | 27,3 % | 16,7 % | 17,7 % |
| | Découvert bancaire | 26,7 % | 22,5 % | 22,5 % | 22,6 % |
| TYPE DE LOGEMENT | Logement stable (3) | 84,4 % | 75,4 % | 77,5 % | 73,1 % |
| | Logement précaire (4) | 15,6 % | 24,6 % | 22,5 % | 26,9 % |

(1) Pourcentage de ménages formulant ce type de demande. (2) CDD, intérim, travail saisonnier, temps partiel, emplois aidés. (3) Location HLM, location privée, habitat collectif, propriétaire.

(4) Hôtel, pension, garni, caravane, famille, amis, centre d'hébergement, abri de fortune, rue.